

# L'ÉCO

## de la semaine

---

19 au 25 février 2022

Croix-Rouge Malagasy : Une menace humanitaire considérable se dessine .....	3
La remise en marche de l'usine Magrama réclamée .....	3
Projet de transport d'énergie électrique : La République de Corée à la rescousse .....	3
Inauguration de l'Atelier Luban : Un grand pas vers l'industrialisation de Madagascar .....	4
Centrale de Farahantsana : Diminution du délestage .....	5
Délestages : Cauchemar sans fin .....	5
Innovation financière : Liaison de comptes Société Générale et Orange Money .....	5
Compagnie minière : Kraoma attend le Premier ministre .....	6
Air Madagascar : Ny Riana Rasolofonjatovo, nouveau DG .....	6
Relance du tourisme : Les opérateurs du secteur doivent encore s'armer de patience .....	6
Élevage caprin et ovin : Appui du projet CASEF aux services vétérinaires .....	7
PRM et Banque mondiale : Entretien sur le Plan Emergence Madagascar .....	8
Micc à Toliara : « Il est possible d'atténuer les importations » .....	8
Cheptel bovin : Une maladie diarrhéique contagieuse dans 15 régions .....	9
Banque mondiale - Financement : La rencontre avec le PM et le PRM inéluctable ! .....	9
Hausse des prix du savon : Les importateurs de bondillons pointés du doigt .....	10
Hydrocarbure - La consommation de gaz et de pétrole en hausse .....	10
Régularisation budgétaire : Les bailleurs de fonds intransigeants .....	11
Lutte contre le chômage : Un centre d'employabilité francophone ouvre ses portes .....	12
Ouverture totale des frontières : Le secteur privé dans un élan d'optimisme .....	12
Institution financière : Toujours un faible taux de bancarisation à Madagascar .....	13
Nouvelles dispositions : Les modes d'emploi douaniers explicités .....	13
Rapatriement de devises : Le secteur or à voir de près ! .....	14
Circulation routière : Plusieurs coupures sur la RN7 .....	14
Non rapatriement des devises : Peine d'emprisonnement et des milliards d'ariary d'amendes pour des chefs d'entreprises en infraction .....	14
Développement : Le PNUD appuie les zones de pépinières industrielles .....	15
Guerre en Ukraine : Stocks rassurants de carburant local .....	15
Productions agricoles - Des formations et des contrôles assurés par le MICC .....	16
Réouverture des frontières : L'Etat cède à la pression .....	16

# Croix-Rouge Malagasy : Une menace humanitaire considérable se dessine

MALAZA | 15 FÉVRIER 2022

Andoniaina Ratsimamanga, secrétaire général de la Croix-Rouge Malagasy (CRM), estime qu'une menace humanitaire considérable se dessine, puisque plusieurs communautés pourraient être frappées par un cyclone, pour la deuxième fois consécutive en moins d'un mois. Le cyclone tropical Emnati aura certainement un effet dévastateur sur les communautés de la côte Est de Madagascar, qui sont encore affectées par les impacts du précédent cyclone, Batsirai. Beaucoup ont perdu leurs maisons, leurs cultures et leurs troupeaux.

La CRM sollicite ainsi ses partenaires de renforcer leurs appuis, afin d'éviter une

tragédie humanitaire. L'arrivée d'Emnati ne fera qu'aggraver une situation humanitaire suffisamment catastrophique depuis Batsirai. Les équipes de la fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (IFRC) et de la Croix-Rouge Malagasy (CRM), ainsi que les partenaires, ont apporté un soutien en amont en matière d'alerte précoce et préparent des articles de secours d'urgence destinés aux communautés des régions placées sur la trajectoire du cyclone.

Les équipes de la CRM et de l'IFRC opérant dans la partie Est de Madagascar s'activent afin de réduire l'impact

humanitaire du cyclone tropical Emnati. Leurs actions se traduisent, entre autres, par un déploiement dans les villages pour avertir les populations de l'approche du cyclone, partager les messages d'alerte précoce avec les communautés, préparer les sites d'évacuation et d'hébergement et aider les communautés à se déplacer vers des endroits moins exposés.

Afin de soutenir la Croix-Rouge Malagasy dans l'aide aux communautés affectées, l'IFRC intensifie ses efforts de réponse et de recherche de financements supplémentaires.

## La remise en marche de l'usine Magrama réclamée

FALY RANDRIAMIARANTSOA | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 19 FÉVRIER 2022

Au troisième jour de son déplacement dans l'axe sud, le ministre Edgard Razafindravahy était hier à Manandriana, Fianarantsoa, Ihosy et notamment à Ambatofinandrahana où il a visité l'usine Magrama.

Rayé dans la carte. Des blocs de granite prêts à être éparpillés ici et là, c'est ce qui reste de l'usine de la société Magrama (Marbre et granite de Madagascar) à Ambatofinandrahana. Un fleuron de l'industrie de la région Amoron'i Mania qui a cessé toutes ses activités depuis 2013. La députée élue dans ce district, Christine Razanamahasoa, et présidente de l'Assemblée Nationale, a accueilli la délégation menée par le ministre de l'Industrialisation, du commerce et de la consommation, Edgard Razafindravahy, en déplacement dans l'axe sud.

Elle a piloté l'équipe vers les décombres de l'usine. « Cela fait longtemps que nous attendons la

descente d'un ministre de tutelle. Aujourd'hui est un grand jour pour nous car nous comptons beaucoup sur vous pour l'avenir de l'usine », selon la présidente de l'Assemblée Nationale, Christine Razanamahasoa qui a également réclamé la remise en marche de la société Magrama.

La population d'Ambatofinandrahana est fière d'avoir la richesse minière dans son village et demande que la société Magrama reprenne ses activités. Outre la mise en place des zones pépinières industrielles ou « taninketsa indostrialy », le ministre Edgard Razafindravahy n'est pas indifférent sur les grandes sociétés comme Magrama.

### Ravitaillement Vary Tsinjo

« Des stratégies ont été mises en place pour la réouverture de l'usine pour la fierté d'Ambatofinandrahana et pour créer des emplois à la population. Le ministère est prêt à trouver des

partenaires », a déclaré le ministre.

Après Ambatofinandrahana, le périple du ministre Edgard Razafindravahy se poursuit dans les districts de Manandriana, Fianarantsoa et Ihosy. Outre la promotion des zones pépinières industrielles, il a également apporté son soutien à la population après le passage des cyclones. La visite incluait aussi le ravitaillement de chaque district du Vary Tsinjo ainsi que le contrôle de la disponibilité et des prix de produits de première nécessité sur les marchés. À Ihosy, il a été accompagné par le ministre de la pêche et de l'économie bleue, Tsimanaoraty Paubert Mahatante ainsi que le député élu à Betroka, Nicolas Randrianasolo. « À partir de ce jour (ndlr hier), la population d'Ihosy peut acheter le riz à 600Ar le kapoaka. Nous mobilisons tous les moyens pour que Ivohibe et Iakora aient prochainement leur quota », précise le ministre.

## Projet de transport d'énergie électrique : La République de Corée à la rescousse

LA VÉRITÉ | 19 FÉVRIER 2022

L'ambassadeur de la République de Corée à Madagascar, Yong-ho Son, vient de discuter avec Rindra Hasimbelo Rabarininarison, ministre de l'Economie et des Finances de la possibilité de conclure un accord de volontariat entre son pays et la Grande île sur le projet PRIRTEM (Projet de renforcement et d'interconnexion des réseaux de transport d'énergie électrique de Madagascar). Pour rappel, le projet

de renforcement et d'interconnexion des réseaux de transport d'énergie électrique à Madagascar phase 2 (PRIRTEM-2) vise à résorber le déficit en électricité sur le Réseau interconnecté d'Antananarivo (RIA) par le biais de l'intégration de nouvelles centrales électriques dont Sahofika d'une capacité de 192 MW avec un productible de près de 1 500 GWh par an.

En effet, Madagascar dispose d'un potentiel considérable d'énergie renouvelable insuffisamment mis en valeur. Moins de 3% du potentiel hydroélectrique (7 800 MW) est exploité. Le projet comporte entre autres la construction d'une ligne d'interconnexion 220 kV à double terres de 135 km, d'une capacité de 300 MW, entre les postes de Tana Sud 3

(TS3) et Vinaninkarena, via le poste d'Antanifotsy, la construction des postes de transformation 220/90/20 kV de TS3 et 220/63/20 kV de Vinaninkarena; et l'électrification de 19 villages dans les Communes de Soanindrariny, d'Ambohidrandriana, d'Ambatomena et d'Ambohimiarivo, représentant 1000 ménages. Ainsi, les résultats attendus de cette opération d'investissement résident dans l'accroissement de la couverture du réseau électrique interconnecté du pays, l'intégration de grands ouvrages de production hydroélectrique et en particulier la future centrale Sahofika (192 MW), la réduction des effets néfastes de la production d'énergie électrique à base de combustibles fossiles sur l'environnement, l'amélioration de l'accès à l'électricité dans le pays et surtout dans la zone du projet et enfin

la création d'emplois, le transfert de connaissance ainsi que le renforcement des capacités en faveur du personnel travaillant dans le secteur de l'électricité et notamment la JIRAMA. Le projet, d'un coût total évalué à 83,982 millions d'UC, sera mis en œuvre sur une durée de 60 mois depuis 2021 jusqu'en 2025). Par ailleurs, dans ce même cadre du renforcement des projets énergétiques, la ministre de l'Economie et de Finances a aussi enchaîné les discussions avec une équipe de la Banque mondiale, conduite par Marie-Chantal Uwanyiligira, représentante résidente de la Banque mondiale à Madagascar. Les discussions se sont focalisées sur les grands chantiers de réforme au sein du ministère de l'Economie et des Finances qui s'appuient sur les nouvelles technologies et les télécommunications ainsi que le



projet PAGOSE ou Projet d'amélioration de la gouvernance et des opérations dans le secteur électricité.

## Inauguration de l'Atelier Luban : Un grand pas vers l'industrialisation de Madagascar

ANTSA R. | MIDI MADAGASIKARA | 19 FÉVRIER 2022

Le progrès technique et l'amélioration du savoir-faire permettra à Madagascar de s'industrialiser et d'atteindre les objectifs de l'émergence, selon les initiateurs de la mise en place de l'Atelier Luban à l'Université d'Antananarivo.

L'équipement mécanique, l'aérospatiale, l'automobile, la protection de l'environnement, l'information électronique, les services financiers, la logistique et les industries portuaires. Tels sont les domaines d'enseignement offerts présentement par le Tianjin Vocational College of Mechanics and Electricity, le Tianjin Machinery and Electric Industry School, qui sont partenaires de l'Université d'Antananarivo, dans la mise en place de l'Atelier Luban à Madagascar. L'inauguration officielle s'est tenue hier au Campus universitaire de Vontovorona, en présence du ministre de l'Aménagement du Territoire et des Services Fonciers, Hajo Andrianainarivelo, du président de l'Université d'Antananarivo Pr Mamy Raoul Ravelomanana, ainsi que d'une forte délégation représentant la Chine. A noter que Madagascar est considéré comme un pays privilégié par la République Populaire de la Chine, suite à l'annonce du président chinois Xi Jinping - au Sommet Chine-Afrique de Beijing 2018 appelé FOCAC (Forum on China and Africa Cooperation) - concernant la mise en place de 10 ateliers Luban en Afrique pour offrir des formations professionnelles modernes aux jeunes Africains. Les Départements de Mécanique et d'Electronique de l'École Polytechnique d'Antananarivo ont été choisis parmi les 10 annoncés lors du sommet FOCAC par le Président Xi Jinping.

**Industrialisation.** Le ministre Hajo Andrianainarivelo figure parmi ceux qui ont encouragé la mise en place de



l'Atelier Luban à Madagascar après sa visite à Tianjin. D'après son discours lors de l'inauguration, la Grande-île a un grand besoin de formation pour amorcer la création de grandes industries, si l'on ne prend que l'exemple de la construction automobile. Des propos soutenus par le président de l'Université d'Antananarivo. « Le don des autorités chinoises est inestimable. Au-delà du financement pour la création de cet Atelier, le transfert de technologie qui va être effectué permettra d'ouvrir une des principales portes de l'industrialisation de Madagascar. Tous les pays industriels possèdent une branche d'activité industrielle de construction automobile. C'est ce qui est espéré et ce que va certainement procurer ce projet », a affirmé le Pr Mamy Ravelomanana, dans

son allocution. A noter qu'un concours a déjà été lancé et 32 étudiants sont admis pour suivre une formation à l'atelier Luban. Il s'agit d'une opportunité qui marque la coopération entre l'ESPA, le Tianjin Vocational College of Mechanics and Electricity, le Tianjin Machinery and Electric Industry School et China Railways, dans l'optique de promouvoir la relation entre Madagascar et la Chine. Selon les représentants de l'ESPA, les équipements dans l'atelier ont été fournis par Tianjin Vocational College of Mechanics and Electricity pour le côté mécanique et par Tianjin Machinery & Electric Industry School pour le domaine électrique. China Railways a également apporté des appuis techniques dans la mise en place des différents matériels.

## Centrale de Farahantsana : Diminution du délestage

C.R. | MALAZA | 19 FÉVRIER 2022

La nouvelle centrale de Farahantsana située dans la commune d'Ambohimasina, district d'Arivonimamo, permettra de réduire le délestage sur le réseau interconnecté d'Antananarivo (RIA). Il s'agit d'une centrale hydroélectrique dotée d'une puissance de 28MW. L'essai d'une première injection de 5 à 7MW a été effectué le 22 février, jusqu'à la fin de la pointe du soir. Un second essai d'injection s'est déroulé le lendemain, 23 février, pour doubler la puissance.



L'injection est actuellement de 15MW. Tous les ménages urbains et ruraux, les industriels, les services publics raccordés au RIA, notamment

dans les régions Analamanga, Itasy, Vakinankaratra et Alaotra Mangoro, vont bénéficier de cette nouvelle infrastructure. Sa mise en service va renforcer la puissance installée du parc de production du réseau actuel, accélérer la transition énergétique, fiabiliser et sécuriser le réseau électrique, améliorer la qualité de service de l'alimentation en électricité et contribuer à la réduire le coût de revient de la production d'électricité.

## Délestages : Cauchemar sans fin

ANNIE N. | LA GAZETTE DE LA GRANDE ILE | 21 FÉVRIER 2022

On était déjà pessimistes par rapport à l'annonce du ministre de l'Energie et des hydrocarbures (MEH), Andry Ramaroson que le délestage à Antananarivo serait réglé d'ici la fin de ce mois de février. L'annonce a été faite début février, mais le weekend dernier, il a revu ses propos et affirme que le problème de délestage se poursuivra. « Actuellement, seul un groupe fonctionne à Andekaleka. La semaine prochaine (cette semaine, nldr), un deuxième groupe devrait être fonctionnel et assurera une

production de 24 mégawatt (MW) supplémentaires », affirme-t-il dans une vidéo publiée vendredi dernier. A plein régime, c'est-à-dire avec ses trois groupes fonctionnels, la centrale d'Andekaleka produit 90MW. Ce retour de production ne devrait pourtant être atteint qu'après un mois, d'après les prévisions du MEH. Ce qui voudrait dire que les Tananariviens vont encore devoir endurer un mois supplémentaire de délestage. Encore est-il que, pour que le délestage soit effacé sur le réseau interconnecté d'Antananarivo

(RIA), la production d'Andekaleka doit être appuyée par celle de Farahantsana qui devrait atteindre entre 20 et 28MW d'ici la fin de la semaine. Rappelons-le, ce délestage dure déjà sept semaines. Les coupures ne devraient pas excéder les deux heures, mais plusieurs quartiers dénoncent des coupures qui durent une vingtaine d'heures, voire même plusieurs jours successifs sans aucune explication de la Jirama, ni du ministère de l'Energie et des hydrocarbures.

## Innovation financière : Liaison de comptes Société Générale et Orange Money

ANTSA R. | MIDI MADAGASIKARA | 21 FÉVRIER 2022

Les transferts directs d'argent entre compte Orange Money et compte bancaire Société Générale sont désormais possibles, selon les deux entités. Opérationnel depuis ce mois de février, le nouveau service a été présenté aux médias, vendredi dernier.

Un progrès dans le secteur financier ! C'est ce que traduisent les nouvelles solutions qui se multiplient, dans l'objectif d'améliorer l'inclusion financière et la qualité des services financiers. La semaine dernière, les représentants de la banque Société Générale Madagascar et d'Orange Money ont mis en avant une nouvelle solution baptisée « Bank to Wallet ». D'après ses promoteurs, l'objectif est

d'accompagner leurs clients de manière concrète dans leur quotidien et de leur offrir des services de proximité. « Grâce à ce nouveau partenariat avec la Société Générale, Orange Money Madagascar est désormais le seul opérateur à proposer des transferts depuis le mobile avec quatre banques et six institutions de microfinance », ont indiqué les responsables auprès d'Orange Money. Selon les explications, les clients de la Société Générale Madagascar détenteurs d'un compte Orange Money peuvent donc transférer à tout moment de l'argent de leur compte bancaire vers leur compte mobile et vice versa, à partir d'un simple téléphone, sans se déplacer. En effet, le service permet aux

utilisateurs de dématérialiser leurs flux financiers.

**Innovation.** Pour les utilisateurs de ce service de liaison de compte bancaire avec le mobile money, l'avantage concerne surtout l'accès à l'argent, où qu'ils se trouvent. A noter que la Société Générale Madagascar dispose de 64 agences sur tout le territoire malgache. Avec la nouvelle solution, ces utilisateurs peuvent également faire des retraits sur leur compte bancaire depuis les 15.000 points Orange Money implantés dans les différentes régions de la Grande-île. De leur côté, les promoteurs de la solution ont également cité la possibilité de payer rapidement



des factures, des fournisseurs, acheter du crédit en transférant de l'argent d'un compte bancaire vers le mobile. « Le service est une nouvelle façon de vivre la banque, tout en répondant au besoin du marché local : faciliter l'accès aux services de paiement et de transfert

d'argent en proposant un parcours digitalisé sans besoin de déplacement ni de manipulation de cash », ont soutenu les représentants de Société Générale Madagasikara et d'Orange Money, lors de la conférence de presse organisée dans les locaux d'Orange Madagascar

à Ankoronrano. Certes, ce partenariat devrait améliorer considérablement la bancarisation à Madagascar, un pays qui a encore un retard à rattraper en termes d'inclusion financière.

## Compagnie minière : Kraoma attend le Premier ministre

MIRANA IHARILIVA | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 21 FÉVRIER 2022

Les employés de la société d'état Kraomita Malagasy (Kraoma) demandent de la considération de la part du ministre des Mines par intérim, Christian Ntsay. Depuis ces six derniers mois où le PM a pris la direction du ministère des Mines, les employés de la Kraoma n'ont été reçus qu'une seule fois par le ministre. Cette seule et unique rencontre a permis aux employés d'exposer leur proposition de solutions techniques et un plan de redressement de la compagnie minière.

Les employés ont été sollicités de ne plus entrer en grève après cette rencontre car le ministère allait prendre des décisions allant jusqu'au remplacement du DG actuel. Le bureau de la Kraoma à Ampefiloha ferme ses portes et le local de l'usine de Brieville est scellé. Les employés n'ont pas reçu de salaire depuis le mois de juin 2020. « Nous sommes plus que fatigués de toutes ces promesses. Qui peut voir de près notre situation ? » ont-ils répondu par

rapport à leur manifestation de vendredi dernier à Brieville. « Nous apprenons que des engins sont utilisés au périmètre de Kraoma à Betsiaka Ambilobe, plus exactement dans les villages de Mantaliamaro et d'Ambilokely. Qui tire profit de ces exploitations à Ambilobe, alors que les quelque quatre cents employés agonisent », ajoutent encore des sources auprès des employés.

## Air Madagascar : Ny Riana Rasolofonjatovo, nouveau DG

C.R. | MALAZA | 21 FÉVRIER 2022

Ny Riana Rasolofonjatovo vient d'être nommé directeur général d'Air Madagascar. Avant d'occuper ce poste, il a été Country manager de DHL à Madagascar et à Maurice.

La compagnie nationale a traversé des zones de turbulence depuis des années et des mesures s'imposent pour qu'elle puisse de nouveau reprendre son envol.

Mamy Rakotondraibe, président du conseil d'administration de la compagnie aérienne nationale a rappelé que la transition d'Air Madagascar vers Madagascar Airlines a été amorcée au dernier trimestre 2021 et connaît, depuis le début de cette année, de concrètes avancées. « En interne, les premiers

contours du changement opérationnel qui vont s'opérer chez Madagascar Airlines sont dessinés : le plan de départ sur la base du volontariat a été lancé et achevé cette semaine. Le dispositif gratuit d'accompagnement aux projets d'évaluation professionnelle a été mis en place et le staffing des directions stratégiques sera incessamment complété ».

Ny Riana Rasolofonjatovo aura la responsabilité de conduire le déploiement de Madagascar Airlines. « Le déploiement d'une compagnie aérienne nationale, de dimension internationale de surcroît, constitue un défi de taille à relever », a-t-il conclu.



La présentation officielle du nouveau DG à l'ensemble du personnel aura lieu d'ici peu.

## Relance du tourisme : Les opérateurs du secteur doivent encore s'armer de patience

HARY RAKOTO | LA VÉRITÉ | 22 FÉVRIER 2022

**Peu reluisante.** Les projections avancées par les professionnels du secteur par rapport à leur espérance concernant la relance du tourisme en général et du tourisme traditionnel en particulier sont loin de rassurer

l'ensemble des gens qui vivent du tourisme. « Nous n'enregistrons en moyenne qu'un peu moins d'une dizaine de jours de location par mois depuis le début de la pandémie si auparavant notre agenda était toujours complet ou

presque. Par ailleurs, depuis deux ans aucun touriste n'a occupé la banquette arrière de mon véhicule.

Il n'y eut que des locations ponctuelles pour des missionnaires locaux, pour des événements familiaux ou autre mode

de location. Juste de quoi couvrir nos frais si encore on y arrive », déplore Laza Ramarozatovo de l'agence Mada Travel. Comme lui, des milliers de professionnels du secteur touristique peinent à joindre les deux bouts à chaque fin de mois. Inutile de mentionner que c'est le secteur économique le plus sinistré par la persistance de la crise sanitaire, le tourisme essaie de vivre sous assistance respiratoire. D'ailleurs, la réouverture des frontières sur le plan régional et européen a été une condition nécessaire mais pas suffisante pour une vraie relance des activités touristiques. « Nous avons perdu 95% de notre chiffre d'affaires en 2021. Et quoi que l'on fasse, la relance ne pourra encore se concrétiser réellement que d'ici 24 mois dans les meilleures conditions. Donc vers la fin de 2023 ou début 2024 » explique Johann Pless, président de la fédération des hôteliers et restaurateurs de Madagascar. Le fait est que les touristes des principaux marchés émetteurs de Madagascar, qui sont majoritairement européens, ne vont plus voyager très loin de chez eux. Encore moins dans un pays où l'ensemble de la population n'est pas encore vacciné à 70% et donc où la sécurité sanitaire n'est pas encore assurée. « Notre pays fait partie des 3 derniers au monde à demander un test PCR à l'arrivée en plus d'une période de quarantaine obligatoire. Des procédures qui rebutent souvent les touristes traditionnels et dont s'accommodent que peu les touristes affinitaires et professionnels.



De plus, les fréquences des vols ont été réduites. Si autrefois on accueillait des vols internationaux sur quelques aéroports du pays, à présent il n'y a plus que quelques rotations d'Air France, d'Air Austral et de temps en temps d'Air Madagascar qui débarquent durant le mois. Et quand on sait que 10 % seulement des arrivées sont des touristes traditionnels en temps normal et que la fréquence des vols ont été réduite à 10 fois moins, il ne reste

plus qu'un petit pourcentage de potentiel touriste qui débarque présentement », se désole le président du FHORM. Ce dernier suggère d'alléger les procédures notamment en remplaçant les tests PCR par des tests antigéniques par exemple de manière à inciter un peu plus les arrivées. Bref, personne ne veut plus entendre parler d'une éventuelle fermeture des frontières. Il est du devoir de tout un chacun de respecter les gestes barrières, de se faire vacciner.

## Élevage caprin et ovin : Appui du projet CASEF aux services vétérinaires

ANTSIA R. | MIDI MADAGASIKARA | 22 FÉVRIER 2022

La lutte contre la fièvre aphteuse et la peste des petits ruminants représentent une problématique importante pour Madagascar qui veut maintenir son statut indemne à ces maladies. Dans cet objectif, le projet CASEF (Croissance agricole et sécurisation foncière) participe à cette lutte, selon ses représentants. La semaine dernière, des équipements ont été attribués par le Projet au Laboratoire national de diagnostics vétérinaires (LNDV). En outre, une amélioration du savoir-faire des techniciens du laboratoire a également été réalisée, à travers un atelier de renforcement de capacité qui s'est tenu du 14 au 18 février. Selon les organisateurs, des docteurs vétérinaires, des biologistes et des ingénieurs rattachés au ministère de l'Agriculture et de l'Élevage (MINAE)



constituent les 7 techniciens qui travaillent au sein du LNDV et qui ont bénéficié de la formation organisée à l'Institut Pasteur de Madagascar. D'après les participants, la formation portait surtout le renforcement de savoir-faire concernant les diagnostics moléculaires de virus ou PCR, suivant

les normes indiquées par l'Organisation internationale de la santé animale (OIE). Selon les organisateurs de la formation, l'objectif est d'améliorer l'élevage des petits ruminants par le maintien du statut indemne à la fièvre aphteuse et à la peste des petits ruminants.



# PRM et Banque mondiale : Entretien sur le Plan Emergence Madagascar

MARC A. | MALAZA | 22 FÉVRIER 2022

L'entretien du président Andry Rajoelina avec la délégation de la Banque mondiale conduite par Idah Z. Pswarayi-Riddihough, directrice des opérations pour les Comores, Madagascar, Maurice et le Mozambique, au palais d'Iavoloha, hier, a été l'occasion de passer en revue la coopération de Madagascar avec la Banque. La mise en œuvre du plan émergence Madagascar (PEM) ainsi que son financement ont été abordés à cette occasion. La présidence a annoncé l'organisation d'un groupe consultatif dans les locaux de la Banque mondiale.

Au cours de cet entretien, le président Rajoelina a rappelé les axes de coopération entre Madagascar et la Banque mondiale au titre de l'année



en cours. Il en est ainsi du soutien de la Banque au programme national de reforestation de Madagascar. Une initiative qui vise à restaurer 4 millions d'hectares de paysages et de forêts malgaches d'ici 2030. Par ailleurs, l'obtention d'un aval de l'Agence multilatérale de garantie des investissements (MIGA) au

financement de l'hôpital de la Nouvelle-Ville figure également dans les lignes de coopération avancées par la partie malgache lors de cette rencontre.

Les nouveaux projets, récemment mis en œuvre, traduisent une amélioration de la coopération avec la Banque mondiale dans différents secteurs, a rappelé la présidence de la République malgache. Une partie de ceux-ci concerne la lutte contre la pandémie de Covid-19, avec des investissements conséquents dans le secteur de la santé publique. Madagascar a également bénéficié de financements de la Banque mondiale dans les domaines de l'éducation, de la protection sociale, du secteur agricole et des technologies de l'information.

## Micc à Toliara : « Il est possible d'atténuer les importations »

MIRANA IHARILIVA | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 22 FÉVRIER 2022

Les habitants de Toliara ont demandé les raisons de la cherté de la vie et les possibilités de la réduire sur les ménages affaiblis financièrement par le contexte. Le ministre Razafindravahy a apporté une explication.

À la demande de Jean Rabehaja, député de Toliara I, le ministre a apporté des explications sur le pourquoi du coût de la vie et le comment du ciment « mora » promis par le gouvernement. « La vie est chère à Toliara. Nous voyons des camions transportant du riz dit « mora » circuler mais nous ne le voyons pas sur le circuit de distribution, il n'atteint pas les ménages vulnérables » s'est exprimé le député élu dans la circonscription de Toliara I. « Le gouvernement mène actuellement trois volets d'aide aux ménages vulnérables. 4 000t de riz « Tsinjo » sont vendues à Toliara à raison de 500 ariary le kapoaka. Il y a ensuite le « Vatsy Tsinjo » destiné aux sinistrés des cyclones. 2 000 kits seront distribués pour Toliara. Il y a enfin le « Tsena mora » et « Vary mora » distribués dans des points de vente agréés, où le riz est vendu à 1 000 ariary le kilo, deux fois par semaine. Dix kilos de riz par ménage sont autorisés à la vente », a répondu le ministre Razafindravahy.

Pour le ciment « mora » demandé par des habitants de Toliara qui disent ne pas en trouver dans la ville jusqu'ici, il a



été mis en exergue que le prix du ciment « mora » au départ de Toamasina est de 26 500ariary. La SPM a proposé de faire venir directement le quota de Toliara à son port et non à Toamasina pour ne pas imputer les frais de transport sur le prix final du sac de ciment.

Au ministre de souligner qu'il n'est pas possible de baisser le prix des produits agricoles des agriculteurs locaux qui peinent déjà à s'en sortir avec les prix de vente actuels de leurs produits, vanille, girofle, café... Il a enfin mentionné que le coût de fret maritime principalement connaît une hausse sans précédent en raison de la pandémie. Ce qui impacte sur le prix des produits importés.

### Petites

Madagascar consomme 220 000 tonnes de sucre par an. La production locale disponible est de 90 000 tonnes avec les usines d'Ambilobe et de Namakia. Pour cause de divergences politiques, l'usine de Siranala Morondava qui a une capacité de production de 45 000 tonnes, a cessé de fonctionner depuis 2014. Le pays importe également presque tous ses besoins pour raffiner de l'huile alimentaire. Ce sont des cas d'importation qui peuvent être solutionnés par des bonnes politiques industrielles. « Nous sommes obligés d'importer 130 000 tonnes de sucre chaque année. La politique de pépinières industrielles développée actuellement permettra de réduire ces importations.



Une petite usine de sucrerie verra bientôt le jour à Mahatalaky, dans la région Anosy, par exemple. Une autre sera installée dans la région Boeny », a expliqué Edgard Razafindravahy, samedi dernier.

Le ministère de l'Industrialisation, du commerce et de la consommation

(MICC) appuie les initiatives privées des opérateurs tendant vers le développement des petites et moyennes industries. Ambatofinandrahana dans la région Amoron'i Mania, sera appuyée dans la transformation d'arachide en huile alimentaire. 5 600 tonnes seront attendues de la mini-industrie.

Des constats de visu dans la région Ihorombe, sur la RN7, continuant sur Sakaraha et Toliara, ont renforcé l'idée du ministère de l'Industrialisation, du commerce et de la consommation (MICC) de déploiement des pépinières industrielles. Le seul moyen de pallier les effets des importations.

## Cheptel bovin : Une maladie diarrhéique contagieuse dans 15 régions

L. R. | MALAZA | 23 FÉVRIER 2022

Le cheptel bovin, dans 41 districts et 163 communes de 15 régions est affecté par une maladie diarrhéique bovine. Cette épizootie menace l'élevage bovin et la production laitière, avertit le ministère de l'agriculture et de l'élevage, préoccupé par la rapidité de la propagation de cette maladie animale hautement contagieuse.

Le ministère recommande aux éleveurs d'isoler immédiatement les animaux qui présentent les symptômes de la maladie et d'informer le vétérinaire en vue d'une intervention d'urgence. Le ministère exhorte les éleveurs à ne pas céder à la panique, la maladie n'étant pas mortelle. En cas d'épidémie, il faut désinfecter les lieux, donner à boire aux animaux pour éviter la déshydratation. Le vétérinaire, pour sa part, devra leur administrer des antibiotiques ou sulfamides, des



fortifiants (vitamine) ainsi que des anti-inflammatoires.

Le MINAE, via la direction des services vétérinaires (DSV) et en collaboration avec la COI et la FAO prédispose des médicaments (antibiotiques, sulfamides, vitamines, anti-inflammatoires) dans les régions infectées. A l'heure actuelle, les services régionaux de l'élevage (SRE)

distribuent ces médicaments aux éleveurs des localités éloignées qui n'ont pas accès aux services d'un vétérinaire. Le ministère entreprend, par ailleurs, des analyses complémentaires par PCR à titre de riposte à cette maladie bovine. Pour le moment, les traitements administrés ont permis de guérir à 99% les animaux infectés, d'après le ministère.

Le ministère de l'agriculture et de l'élevage tient à préciser que cette maladie bovine n'a rien à voir avec l'importation des vaches laitières. La maladie ne se transmet pas aux hommes et n'a aucun impact négatif sur la reproduction des animaux. La viande et le lait des bovins rétablis restent parfaitement consommables et n'ont aucun effet néfaste sur la santé humaine.

## Banque mondiale - Financement : La rencontre avec le PM et le PRM inéluctable !

MIRANA IHARILIVA | LA GAZETTE DE LA GRANDE ILE | 23 FÉVRIER 2022

Une délégation de la Banque Mondiale (BM) conduite par le directeur des opérations Idah Z. Pswarayi-Riddihough, est en mission à Madagascar. Elle a rencontré hier le Premier Ministre (PM) Ntsay Christian au palais de Mahazoarivo. Selon les informations reçues, les discussions ont porté sur l'amélioration de la coopération entre la BM et Madagascar dans différents secteurs tels que l'éducation, la santé, la protection sociale...

Mais des observateurs interprètent cet agissement comme une prévoyance de ce grand partenaire financier avant de conclure un quelconque contrat avec la Grande Ile. Ainsi, elle a cherché à discuter directement avec le Chef du gouvernement et après, avec le Président de la république. Ce qui permet de dire que sa rencontre d'hier avec l'autorité étatique concernée, en l'occurrence le ministère de l'Economie et des Finances dirigé par Rindra Hasimbelo Rabarininarison, n'a pas été décisive. Cette situation peut aussi s'expliquer par la relation entre les deux parties, qui



semblait empirer ces derniers temps. Pour rappel, la BM a sommé l'Etat malgache en novembre 2021, de lui rembourser 1,752 millions de dollars américains (USD), car la Jirama a effectué des dépenses inéligibles dans le cadre du projet d'amélioration de la gouvernance et des opérations du secteur de l'électricité (PAGOSE) durant l'exercice 2018-2019. Ce projet a reçu un financement additionnel de 40 millions de dollars de la BM, par le biais de l'Association

internationale du développement (IDA). Le mois dernier, l'utilisation des 15 millions USD sur les 50 millions USD octroyés par la BM pour faire face aux risques et catastrophes, demeure jusqu'à présent floue. Or, les partenaires techniques et financiers (PTF) suivent de près la question de transparence dans le cadre de l'utilisation des fonds qu'ils octroient. Maintenant, après avoir rencontré le PM, la délégation de la Banque mondiale prévoit de s'entretenir avec le Chef de l'Etat.

## Hausse des prix du savon : Les importateurs de bondillons pointés du doigt

EDMOND R. | MIDI MADAGASIKARA | 23 FÉVRIER 2022

Le nouveau taux à 20% des droits de douanes sur les bondillons n'a été appliqué que dans la dernière semaine du mois de janvier et n'a, de ce fait, pas influé sur les prix du savon en février. Les importateurs de bondillons qui soutiennent que le nouveau taux du droit des douanes a provoqué la hausse sont pointés du doigt.

**Non.** La hausse vertigineuse du prix du savon sur le marché local n'est pas un fait nouveau provoqué par l'augmentation à 20% du taux de droits des douanes sur les bondillons, comme le prétendent les importateurs de ce produit presque fini.

### Boum du fret maritime

D'après un industriel local de la savonnerie, la hausse en question a commencé au cours du dernier trimestre 2021, à raison de 200 ariary à 300 ariary par carton. « Le phénomène s'est aggravé en début d'année, où l'on a assisté à une hausse des prix avoisinant les 30% » a-t-il expliqué. Une hausse qui est en fait liée à la crise sanitaire de Covid 19 qui a provoqué, elle-même, une augmentation des coûts de production. « Non seulement, les cours des matières importées ont augmenté, mais également et surtout, l'on a assisté ces derniers temps à un boom du fret maritime mondial ». Or, « pratiquement 50% de la hausse sont imputables à la tendance haussière particulièrement défavorable du fret maritime ». En somme, la filière savon n'a pas échappé aux effets néfastes du contexte mondial de la Covid-19.

### Non justifié

Quoiqu'il en soit, la polémique continue d'enfler sur cette guerre des bondillons. La semaine dernière, les producteurs de bondillons ont effectué, une fois de plus, une sortie médiatique en soutenant que



la hausse des prix du savon depuis le mois de février est principalement provoquée par le passage du droit de douane sur les bondillons importés de 10% à 20% dans la loi de finances 2022. Un raisonnement non justifié selon les industriels qui révèlent que « les importateurs de bondillons disposent déjà d'un important stock de ce produit et n'ont probablement pas importé au cours du mois de janvier ». En effet, les statistiques démontrent qu'il n'y a pas eu beaucoup d'importation de bondillons durant le mois de janvier. Par ailleurs, une source auprès de l'administration douanière indique que le nouveau taux de 20% de la loi de finances initiale 2022 n'a été appliqué qu'à la dernière semaine de janvier. De ce fait, il n'a eu aucun impact sur la hausse actuelle des prix du savon. Les importateurs de bondillons

commencent à être pointés du doigt sur ce phénomène de hausse des prix du savon. Par ailleurs, une embellie est attendue dans les semaines qui viennent puisque, un grand industriel local de la savonnerie, n'utilisant pas les bondillons importés, annonce le retour au rythme normal de sa production. L'industrie locale viendra-t-elle à la rescousse ? Attendre et croire. Notons pour en revenir aux bondillons que Madagascar est un des rares pays qui les classe encore dans la catégorie des produits semi-finis. La tendance actuelle consiste dans de nombreux pays à les considérer comme des produits finis à taxer comme tels à l'importation. Ce ne sont, en tout cas, pas des matières premières de base, soutiennent les industriels locaux soucieux de préserver les emplois.

## Hydrocarbure - La consommation de gaz et de pétrole en hausse

HARY RAKOTO | LA VÉRITÉ | 23 FÉVRIER 2022

Alternative. En janvier 2022, la consommation des produits pétroliers s'élève à 98 914 m<sup>3</sup>, en hausse de +15,8% par rapport à 2021, et de +11,1% par rapport à 2020. C'est le constat exposé par l'Office malagasy des hydrocarbures dans le bilan flash sur le marché pétrolier que cette institution vient de publier concernant la consommation de ces denrées périssables pour le premier mois de cette année. Selon ce rapport, la consommation du gaz affiche une nette évolution de + 72% en janvier 2022 comparée à la même période

pour l'année dernière. Même cas pour le pétrole lampant qui affiche une hausse de + 13%. En effet, en cette période d'intempéries, il est fort possible que l'utilisation du gaz se vulgarise avec le pétrole lampant au détriment du charbon de bois qui devient un luxe en temps de pluie avec son aspect qui est loin d'être pratique. Par ailleurs, devenu presque prohibitif, le prix du charbon de bois a doublé en quelques mois. Passant de 15 000 ariary le sac de 50 kg à presque 30 000 ariary sur les étals de la Capitale. En même temps, la déforestation continue

de faire des ravages. Selon un technicien environnemental, l'utilisation du charbon de bois figure parmi les facteurs qui détruisent l'environnement à Madagascar dans la mesure où ce genre de source d'énergie est lié aux besoins des villes qui ont, actuellement, une croissance vertigineuse de leur population. D'après les chiffres, entre 200 000 et 300 000 ha de forêts disparaissent chaque année à Madagascar. En plus d'être contreproductif en termes de conservation, le charbon de bois est devenu de plus en plus inaccessible pour ses principaux usagers,



à savoir les familles aux revenus modestes qui ont du mal à couvrir des dépenses en termes d'énergie autre que cette denrée. Autant de raisons qui amènent en tout cas à conclure que le pays a intérêt à trouver rapidement des solutions durables contre cette déforestation. D'un autre côté, l'initiative du ministère de l'Environnement et du Développement durable (MEDD) de vulgariser le gaz butane pour diminuer la dégradation forestière aura porté ses fruits dans certains cas. Pour rappel,



cette institution a établi dernièrement une convention avec le Comité malgache de butane (CMB) comprenant quatre sociétés gazières ainsi que le ministère de l'Economie et des Finances (MEF). En ce sens, un premier pas a été fait afin de diminuer de 20% à 5% la TVA sur le gaz butane dans la loi de finances initiale 2021. Sachant que 97% des ménages malgasy utilisent du bois pour la cuisson induisant un rythme de consommation de 18 millions de m3 de bois par an.

## Régularisation budgétaire : Les bailleurs de fonds intransigeants

L. R. | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 23 FÉVRIER 2022

Les partenaires techniques et financiers de Madagascar ne badinent pas quand il s'agit du respect de la discipline en matière de régularisation budgétaire des projets qu'ils financent. Des retards ont été notés dans ces régularisations.

Les textes qui encadrent les modalités d'ouverture de gestion et de régularisation des opérations sur les comptes de projet ouverts au niveau de la Banque Centrale de Madagascar exigent ce que les techniciens appellent la régularisation budgétaire des opérations. Cette règle s'applique aussi bien aux projets financés grâce aux emprunts extérieurs qu'aux dons.

Selon les explications fournies, la régularisation budgétaire est l'unique mécanisme à même de retracer ces opérations dans le budget de l'État. Le ministère de l'Économie et des Finances constate cependant que de nombreux projets font face à divers blocages dans l'accomplissement de ces opérations de régularisation budgétaire.

Raison pour laquelle ce département a décidé d'appuyer les responsables des projets dans la réalisation des opérations de régularisation budgétaire leur incombant et à mieux comprendre les dispositions fiscales sur les marchés publics. Cette initiative se décline depuis l'année dernière en formations sur « la régularisation budgétaire des opérations des projets sur financement extérieur et l'Impôt sur les Marchés Publics (IMP) ».

« Nous devons toujours nous rappeler que les fonds utilisés par les projets sont des fonds publics. Le MEF est aussi sensible aux difficultés rencontrées par les responsables dans l'accomplissement de la régularisation. Ce qui justifie son initiative d'accompagnement », a-t-on indiqué.

Les formations ont pour premier objectif de faire en sorte que les principaux acteurs de ces projets maîtrisent les principes de base des finances publiques et des règles de la comptabilité publique. De même, elles comptent résoudre



les problèmes pratiques récurrents relatifs à l'application de l'IMP sur les projets financés par des fonds d'origine extérieure, notamment la confusion entre la convention de financement et celle de l'exécution.

### Gestion optimisée

Plusieurs séances de travail portant sur la régularisation budgétaire ont déjà été organisées. Les participants sont composés des principales parties prenantes dont les comptables publics, les représentants des projets et des ministères de tutelle techniques. Les intervenants principaux sont issus de la Direction de la Comptabilité Publique et de la Direction Générale des Impôts. Des représentants de la Direction Générale du Contrôle Financier, de la Direction du Budget, de la Commission Nationale des Marchés et de la Direction de la Dette Publique y interviennent également.

Outre la problématique de la

régularisation budgétaire pour les projets financés par les bailleurs de fonds, le MEF s'attelle également à mieux préparer les acteurs concernés par l'exécution du budget de l'année en cours. Dans ce cadre, la direction administrative et financière (DAF) auprès du secrétariat général du ministère vient d'organiser une séance de formation se rapportant à la circulaire d'exécution budgétaire relative à la Loi de Finances Initiale (LFI) au titre de l'année 2022. Les acteurs budgétaires du MEF, entre autres les PRMPs, les gestionnaires d'activités, les ordonnateurs secondaires, en sont les principaux bénéficiaires.

La séance de formation et d'échanges a pour but d'informer des nouvelles dispositions de la nouvelle LFI. À travers cette initiative, les responsables au niveau de la DAF accompagnent ces acteurs budgétaires pour une amélioration de l'exécution du budget et pour une gestion optimisée des finances



publiques. « Une meilleure gestion qui va contribuer à réaliser les objectifs définis dans la Politique Générale de l'État », a-t-on soutenu.

Parmi les thèmes traités figurent l'exécution du budget, les établissements publics, l'impression administrative, le contrôle financier, les opérations au niveau du Trésor Public, la gestion du patrimoine, la gestion de la solde du budget général et des budgets

annexes, les opérations avec le secteur privé, ainsi que les dispositions fiscales et douanières. Ont été également présentées des références des textes législatives et réglementaires.

A avoir que la LFI 2022 table sur un déficit budgétaire limité à -5,7 % du PIB, et le taux de pression fiscale nette à 11,7 %. Les dépenses totales seraient de 20,2 % du PIB, dont des dépenses courantes de 11,0 % du PIB et des

dépenses d'investissement de 9,2 % du PIB. L'Etat prévoit l'émission de 198,6 milliards d'ariary de nouveaux titres publics. De plus, il envisage d'utiliser l'allocation de DTS du FMI à hauteur de 1 100,0 milliards d'ariary pour financer la relance économique. Pour le financement extérieur, 2 498,0 milliards d'ariary de prêts et aides budgétaires sont attendus.

## Lutte contre le chômage : Un centre d'employabilité francophone ouvre ses portes

C.R. | MALAZA | 24 FÉVRIER 2022

Le premier centre d'employabilité francophone (CEF) d'Antananarivo, fruit de la collaboration entre l'Agence Universitaire de la Francophonie (AUF), le ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique et de l'université d'Antananarivo, a été inauguré officiellement jeudi à Ankadifotsy.

Les services qu'il propose portent sur l'amélioration des compétences opérationnelles des jeunes. Les étudiants peuvent y obtenir des conseils et des informations sur les

parcours académiques répondant à leurs profils. Le centre leur servira, par ailleurs, de lieu de rencontres avec des employeurs ou des recruteurs, d'endroit de documentation sur les différentes offres d'emploi ou de stages et où ils peuvent bénéficier de coachings et tutorats dans leurs recherches d'emploi.

Les séminaires, conférences et autres activités animées par des professionnels aideront les étudiants à améliorer leurs compétences transversales. Des formations en

langues étrangères, en informatique... y sont dispensées.

Pour les étudiants porteurs de projets, le CEF les accompagnera dès la génération d'idées jusqu'à l'identification des sources de financement en passant par la négociation avec les potentiels investisseurs.

Un second centre d'employabilité CEF sera inauguré prochainement à Fianarantsoa.

## Ouverture totale des frontières : Le secteur privé dans un élan d'optimisme

HARY RAKOTO | LA VÉRITÉ | 24 FÉVRIER 2022

Bouffée d'air frais. L'annonce en Conseil des ministres de la réouverture des frontières aérienne de Madagascar à partir du 5 mars prochain a été plutôt bien accueillie par les opérateurs du secteur privé en général et ceux du secteur touristique en particulier. Cependant, cette réouverture s'accompagne encore de quelques conditionnalités que les ministères des Transports, du Tourisme et des Affaires étrangères communiqueront ultérieurement. Une annonce qui devient synonyme d'une lueur d'espoir pour les opérateurs économiques dont les activités ont été davantage mises à mal à cause de ces restrictions sur les frontières.

« Nous sommes soulagés et heureux de la décision prise par le Conseil des Ministres, qui a tenu compte des multiples discussions et échanges entre le secteur privé et le Gouvernement. Cette réouverture des frontières ne bénéficiera pas uniquement au secteur du tourisme mais à l'économie malagasy toute entière et aux familles qui ont été séparées. Il nous faudra

plusieurs mois avant d'accueillir des touristes proprement dits, mais cette annonce est déjà un grand pas en avant et permet aux opérateurs de se projeter pour la relance », explique un membre de la Confédération du tourisme de Madagascar.

À la fin des périodes rush de la pandémie, ce groupement du secteur privé a enregistré 38 000 parmi 40 000 employés qui ont été mis directement au chômage technique. Force est de constater que le tourisme local ne suffit plus à relancer le secteur. La réouverture des frontières reste ainsi la seule solution. Les grands établissements hôteliers ont fermé leurs portes au tout début du confinement. Outre la promotion du tourisme local, nous préparons déjà la réouverture des frontières. Mais il faut tout de même adopter les mesures de sécurité nécessaires pour éviter la propagation du coronavirus. « C'est une bonne nouvelle. Maintenant, il faut que toutes les compagnies aériennes puissent desservir toutes les villes avec aéroports. Même en liaison nationale et

de n'importe quelle desserte de départ, même depuis Paris. Sinon, il faudrait également que le test PCR à l'arrivée soit remplacé par un test TDR qui nécessite moins de temps si c'est vraiment nécessaire », suggère Johann Pless, président de la Fédération des hôteliers et restaurateurs de Madagascar. Une façon pour ces opérateurs d'avancer qu'il est temps de rouvrir pour ne pas cumuler encore plus de retard et appauvrir davantage notre économie. Freiner la pandémie, ce n'est pas juste une question de fermer les frontières. C'est aussi une question d'appliquer les gestes barrières, de ne pas encourager des regroupements massifs, d'appliquer des mesures d'hygiène et surtout de répandre la vaccination pour atteindre cette immunité collective.

Il faut dire que la promotion du tourisme national n'a pas vraiment permis aux opérateurs dans le reste de l'île de survivre. Les opérateurs, que ce soient les tours opérateurs, les hôteliers, les guides, les restaurateurs et les transporteurs ont déjà suivi une formation relative au protocole sanitaire.

# Institution financière : Toujours un faible taux de bancarisation à Madagascar

R. EDMOND | MIDI MADAGASIKARA | 24 FÉVRIER 2022

Seuls 18 % des ménages ont accès à un compte en banque, ce qui est nettement inférieur à la moyenne de 43 % en Afrique subsaharienne. C'est ce qu'indique le diagnostic du secteur privé à Madagascar dans un document publié par la Banque mondiale.

En somme la Grande Île figure encore et toujours parmi les pays à faible taux de bancarisation

## Microfinance

En effet, « Madagascar se caractérise par un degré élevé d'exclusion du secteur informel auquel appartiennent de nombreux entrepreneurs, les femmes et la population rurale ; une forte concentration des prêts auprès des entreprises de taille moyenne et des entreprises manufacturières ; un faible niveau d'alphabétisation financière de la population ; l'absence d'un registre financier efficace ; et des difficultés à obtenir des garanties. Le document de la Banque mondiale précise que des opportunités existent dans plusieurs segments. Le secteur de la microfinance, une source importante de financement pour les MPME, a également été particulièrement touché par la crise ». La microfinance est devenue une source de financement viable pour les MPME et les populations à faible revenu à Madagascar (1 million de clients, \$164 millions d'encours de prêts, \$110 millions de dépôts et 710 points de services en mai 2020). Cependant, en raison de la pandémie, les IMF ont connu une baisse de 30 % des dépôts et une augmentation de la part des prêts non productifs, qui sont passés de 15 à 30 % du portefeuille total.

## Mesures

Les autorités ont mis en place des mesures pour un secteur financier capable de répondre aux besoins de l'économie « La Banque centrale et la Commission de supervision bancaire et financière (CSBF)



ont adopté des mesures politiques pour atténuer les effets de la Covid-19 sur le secteur financier, y compris sur les IMF. La CSBF a assoupli les conditions de garantie des établissements de crédit dans le cadre de la réglementation prudentielle actuelle et la Banque centrale a prévu des mesures de liquidité exceptionnelles pour les banques mais aussi les IMF (approuvées par la CSBF). Le volume de liquidité à taux réduit représente l'équivalent d'un nouveau crédit accordé aux PME. Ces efforts complètent le renforcement des régimes de garantie de crédit de portefeuille partiel existants dans le cadre du projet d'inclusion financière à Madagascar financé par la Banque mondiale. Il sera important de garantir la stabilité des IMF pour soutenir les besoins de financement des MPME dans la phase de reprise, qui vont probablement augmenter, que ce soit pour restaurer ou pour développer de nouvelles activités économiques ». Par ailleurs, l'expansion rapide des services financiers numériques

(SFN), notamment les services d'argent mobile, apparaît comme un nouveau moyen d'assurer l'inclusion financière à Madagascar, en particulier pour les résidents les plus pauvres et mal desservis des zones reculées. Les autorités ont investi dans l'amélioration des informations dans le secteur du crédit moyennant la mise en place d'un registre public du crédit et du nouveau bureau des crédits privés, avec le soutien du Groupe de la Banque mondiale. Certaines banques et institutions de microfinance ont commencé à tirer parti d'un partenariat avec des opérateurs d'argent mobile pour améliorer la couverture dans des zones auparavant non bancarisées. L'approbation des demandes de licence en instance des établissements de monnaie électronique devrait accroître la concurrence en matière de prix et de qualité dans le secteur, étant donné qu'il n'y a qu'un seul fournisseur de monnaie électronique autorisé par le régulateur en avril 2020.

# Nouvelles dispositions : Les modes d'emploi douaniers explicités

ERIC RANJALAHY | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 24 FÉVRIER 2022

Distanciation sociale oblige. Efficacité étant. Les nouvelles dispositions douanières ont été présentées en ligne. Avec les interventions d'Ernest Lainkana Zafivanona, directeur général des douanes, Thierry José Razafindrainony, directeur de la législation et de la valeur, et Eric Ainanirina, chef de service de la législation et de la réglementation.

« Les prévisions de recettes douanières pour la Loi de Finances 2022 se chiffrent

à 3 063,02 milliards d'ariary dont 73% proviendront des importations de marchandises non pétrolières et 27% des importations de produits pétroliers. Elles sont sous-tendues par une hausse significative des importations tirée par la relance post-Covid, les grands Projets d'Investissement Public, les mesures d'appui au secteur social dans le cadre de la stabilisation des prix des produits de première nécessité, le renforcement

des contrôles douaniers, la maîtrise de la valeur en douane, l'alignement du tarif à la politique tarifaire douanière et la régularisation des arriérés sur les importations effectuées par le secteur public ». Les mécanismes et les rouages des instruments et outils mis en branle pour y parvenir ont fait l'objet de plus amples explications par ces trois intervenants.

# Rapatriement de devises : Le secteur or à voir de près !

JE. R. | LA GAZETTE DE LA GRANDE ILE | 25 FÉVRIER 2022

Le Conseil des Ministres du 23 février dernier a parlé de l'importance du rapatriement de devises sans pour autant prendre vraiment le problème au sérieux. Le secteur or serait surveillé de près si les dirigeants y accordaient réellement de l'importance. Le vrai problème est qu'avec les trafics d'or, des milliards d'ariary sont en jeu, à l'exemple des 49 kgs d'or qui n'ont été saisis qu'aux Comores et des 73,5 kgs d'or qui ne l'ont été qu'en Afrique du

Sud. Ce qui montre que les trafics d'or battent leur plein à Madagascar. Une fois que les produits quittent le pays, ils ne sont plus rapatriés. Le Ministre de la Justice Imbiky Herilaza avait laissé entendre avant sa démission qu'un projet d'exportation de deux tonnes d'or vers Dubaï était en cours. Si l'on prend en considération la voie légale, le secteur d'extraction de l'or et des pierres précieuses détient le taux le plus bas en exportation avec un

taux de 2,2 % en 2020. L'exportation aurifère s'opère dans l'ombre et non au grand jour à Madagascar et cela ne date pas d'hier. Au total, 6 033 431 137 569 ariary de devises devaient être rapatriés à Madagascar en 2021, tandis que 5 583 419 387 811 ariary ont été restitués au pays. Par cela, on constate une insuffisance de 450 011 749 759 ariary et ce sans que les exportations illicites soient prises en compte.

## Circulation routière : Plusieurs coupures sur la RN7

L. R. | MALAZA | 25 FÉVRIER 2022

Le cyclone Emnati a perturbé la circulation sur les routes nationales menant vers les régions du Sud-Est et du Sud. Le ministère des transports et de la météorologie (MTM) informe d'une dizaine de points de coupure sur les axes routiers, dus à la montée des eaux, à la présence d'arbres tombés au milieu de la chaussée, ou encore à des éboulements.

Les points de coupure sont signalés sur la RN7, entre Ihosy et Toliara sur la RN25, entre la RN7 et Mananjary, sur la RN12 entre Vohipeno et Farafangana, sur la RN temporaire (RNT) 18 entre Vangaindrano et Midongy du Sud, ou encore sur la RN13 entre Ambovombe et Taolagnaro.

Le ministère des transports et de la météorologie annonce la reprise des

activités de transport terrestre sur les zones nationale et régionale, sur la RN 7 jusqu'à Toliara. Il en est de même de la RN 10 jusqu'à Ambovombe, de la RN 13 jusqu'à Ihosy et de la RN 25 jusqu'à Mananjary où la circulation est toujours interdite aux camions de plus de 15 tonnes. Le ministère invite toutefois les usagers de la route à rester vigilants et à respecter les consignes sur place.

## Non rapatriement des devises : Peine d'emprisonnement et des milliards d'ariary d'amendes pour des chefs d'entreprises en infraction

R. EDMOND. | MIDI MADAGASIKARA | 25 FÉVRIER 2022

Le ministère de l'Economie et des Finances poursuit les réformes pour améliorer les opérations financières relatives aux exportations et aux importations. La rigueur est de mise dans le secteur et des sanctions sont tombées puisque quelques chefs d'entreprises en situation irrégulière ont écopé de peines d'emprisonnement et de plusieurs milliards d'ariary d'amendes. L'Etat prendra d'autres mesures pour améliorer davantage la situation.

En 2021, l'équivalent d'un peu plus de 5 583 milliards ariary de devises ont été rapatriés. Annoncé, avant-hier durant le conseil des ministres, ce chiffre démontre une évolution positive de la situation.

### Léger mieux

Tiré sur un montant à rapatrier d'un peu plus de 6033 milliards d'ariary, cette réalisation donne un taux de rapatriement de 92,64% contre 90,82% en 2020. Un léger mieux qui démontre que les réformes menées par le département de l'Economie et des Finances commencent à porter leurs fruits. En effet, depuis 2020, les services des finances extérieures ne se sont plus contentés de simples lettres d'engagement

de la part des sociétés exportatrices qui n'ont pas rapatrié leurs devises pour leur permettre de continuer d'exporter. « Depuis 2020, le ministère de l'Economie et des Finances a décidé de suspendre l'ouverture des comptes SIG-OC des sociétés en situation d'irrégularités jusqu'à ce qu'elles régularisent leur situation », explique la ministre de l'Economie et des Finances Rindra Hasimbelo Rabarinirinarison. Le compte SIG-OC, ou Système Intégré de Gestion des Opérations de Change, précisons-le, est celui qui permet aux sociétés de réaliser les opérations avec l'extérieur. Autrement dit, sa suspension entraîne l'impossibilité d'opérer pour les sociétés irrégulières en matière de rapatriement des devises.

### Par étape

Pour l'assainissement du secteur des changes et des opérations avec l'extérieur, le MEF, a procédé à des mesures par étape. Les sociétés qui ne rapatrient pas les devises sont toutes notifiées de leurs irrégularités afin qu'elles puissent régulariser leur situation. Faute de régularisation, un PV de constatation d'infraction leur est adressé,

lequel fait l'objet, soit d'une transaction soit, d'une saisine des juridictions compétentes. En 2021, 380 sociétés ont fait l'objet de PV de constatation d'infraction contre seulement 16 PV en 2020. Parmi les sociétés en situation irrégulière, 26 ont fait l'objet d'une saisine des juridictions compétentes. C'est ainsi que des chefs d'entreprises ont écopé de peines d'emprisonnement et plusieurs milliards d'ariary d'amendes et de dommages et intérêts.

### Audit informatique

Mais l'administration ne se limitera pas aux actions pénales. En effet, pour éliminer les risques de corruption dans les chaînes de validation des dossiers sur le SIG-OC, un audit informatique a été ordonné pour revoir l'ensemble de ce logiciel. Par ailleurs, une révision du code des changes est prévue, pour assurer notamment la cession des devises rapatriées sur le marché interbancaire des devises (MID). En effet, actuellement, une grande partie des devises rapatriées ne sont pas cédées sur le MID. C'est ce qui explique, d'ailleurs, cette absence de compétitivité continue de l'ariary. Nous en reparlerons.



## Développement : Le PNUD appuie les zones de pépinières industrielles

L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 25 FÉVRIER 2022

Entretien hier entre le ministre de l'Industrialisation, du commerce et de l'industrie, Edgard Razafindravahy et le représentant du Pnud, Natasha Van Rijn. Les zones pépinières industrielles étaient au centre des discussions.

Un soutien de taille. Pour ceux qui croient que c'est du vent, une preuve leur a été administrée. Hier, à son bureau à Ambohidahy, le ministre Edgard Razafindravahy a eu un entretien avec Natasha Van Rijn, le représentant du PNUD. On l'aura deviné, il était question de développement. Le projet du Micc Zones de pépinières industrielles a séduit le PNUD. « Votre ministère est fondamental lorsqu'il s'agit de la croissance économique et du développement humain » a souligné Natasha Van Rijn. C'est ainsi que le Pnud a choisi le Micc pour participer à la mise en œuvre des projets sur la promotion du secteur privé.

Dans le cadre de cette coopération, les deux parties sont prêtes pour explorer et identifier ensemble les zones pour l'établissement et l'expansion des Zones de pépinières industrielles au niveau des régions et districts.

L'objectif du Micc à travers les ZPI est de promouvoir la production locale, de



transformer les produits excédentaires et d'améliorer le niveau de vie des producteurs. « Le Micc et le Pnud sont interdépendants et peuvent travailler de concert pour réaliser les velirano 7 et 9 relatifs à l'industrialisation du président de la République » précise le ministre Razafindravahy.

Les ZPI sont considérées comme moteurs de l'industrie pour le développement du pays. Le ministre Razafindravahy a

entamé depuis l'année dernière plusieurs tournées d'un bout à l'autre du pays pour voir les potentialités de tous les districts et d'identifier les projets appropriés. Ainsi, à Fandriana le ministre Razafindravahy s'est proposé comme médiateur entre le député de Fandriana et l'ambassadeur suisse dans le cadre de la mise en place d'une usine de transformation de fruit. À Antsirabe, à Tsiroanomandidy, à Tolagnaro... d'autres projets ont été retenus.

## Guerre en Ukraine : Stocks rassurants de carburant local

HARY RAKOTO | LA VÉRITÉ | 25 FÉVRIER 2022

La barre symbolique des 100 dollars a été franchie pour le prix du baril de Brent depuis le début du conflit entre l'Ukraine et la Russie. Ainsi, les conséquences sur les prix du pétrole ne se sont pas fait attendre en s'établissant à 103,43 dollars, soit une hausse assez spectaculaire de 6,81 % par rapport à la veille. Une hausse vertigineuse dans la mesure où la Russie est le deuxième exportateur mondial de pétrole après l'Arabie Saoudite. L'offre russe de pétrole pourrait donc disparaître du jour au lendemain, dans un contexte où la production de pétrole est déjà insuffisante pour répondre à la demande mondiale.

Mais au-delà de la situation en Ukraine, les prix du pétrole sont en forte augmentation depuis le début de l'année 2022. L'offre reste toujours faible face à une demande mondiale plus forte que prévue en raison de la croissance économique. Les pays de l'OPEP vont avoir du mal à produire davantage pour compenser, sachant



qu'ils peinent déjà à tenir leurs objectifs actuels de production. Cependant, il n'y a encore rien à craindre pour le moment et tout dépendra de la durée du conflit, selon les responsables au sein de l'Office malgache des hydrocarbures

(OMH). Ces derniers rassurent que pour le moment, l'approvisionnement s'effectue habituellement et que les stocks sont suffisants pour assurer la consommation de carburant sur l'ensemble du territoire.

### Regards tournés vers Téhéran

Selon certains analystes, le prix du pétrole devrait rester au-delà des 100 dollars le temps que des sources alternatives majeures soient disponibles. Les regards se tournent notamment vers Téhéran. Si un accord sur le nucléaire iranien venait à être conclu, l'Iran serait de nouveau en mesure d'exporter son or noir. Davantage de pétrole serait alors disponible sur les marchés, ce qui pourrait limiter la hausse des prix. Mais pour le cas de Madagascar, le prix reste inchangé depuis 2018 où l'Etat a conclu une « entente » avec

les pétroliers. L'Etat annonce des prix, réduits de 100 ariary par litre pour le supercarburant, 150 ariary pour le gasoil et 500 ariary pour le pétrole, par rapport aux prix fixés depuis décembre 2018. Les statistiques de l'OMH remontant à 2009, affichant un prix à la pompe en ascension et en yoyo, presque tous les mois, et ce, toujours indiqués, dépendent de nombreux paramètres (valeur de l'ariary, prix du baril).

Les prix réels du carburant, prenant en compte toutes les charges logistiques et des coûts d'approvisionnement, ont par contre, toujours été estimés

comme « trop élevés » pour les consommateurs malagasy. Les prix ne sont jamais stables. L'Etat gère ainsi les prix suivant une structure de référence fixée par voie réglementaire, avec le pouvoir d'achat des Malagasy en filigrane. Avant cette entente entre l'Etat et les pétroliers, les ajustements automatiques entrepris par l'Etat ont modifié les prix à chaque début du mois. Toujours est-il que la hausse ou la baisse des prix ne se profile pas à l'horizon.

## Productions agricoles - Des formations et des contrôles assurés par le MICC

FALY RANDRIAMIARANTSOA | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 25 FÉVRIER 2022

Avec les vastes terrains que le grand île possède, le secteur agricole consiste un atout majeur pour l'économie du pays. Outre la stratégie de mise en place des « Taninketsa indostrialy », le ministère de l'Industrialisation, du commerce et de la consommation (MICC) ambitionne de transformer et conserver les productions agricoles. Il veut également mener des actions qui améliorent la vie des paysans et des producteurs. En effet, des formations et des contrôles sont assurés par les directions régionales de ce ministère. C'est le cas dans le Menabe et le Boeny.

Lors de ses tournées, le ministre Edgard Razafindravahy a toujours plaidé auprès des paysans et producteurs de se regrouper dans une association ou coopérative afin de faciliter la coopération avec eux. Cela a été prouvé dans la région du Menabe. Les membres de la coopérative « Fihariantsoa », spécialisée dans la collecte et la vente de produits agricoles, dans le district de Morondava ont bénéficié d'une formation sur la loi régissant les coopératives ainsi que son fonctionnement et sa gestion. Une formation octroyée jeudi dernier par la Direction Régionale de l'Industrialisation,

du commerce et de la consommation (DRICC) de Menabe.

Le « Lojy fotsy » ou « Black eyed beans », quant à lui, fait la renommée de la région de Boeny. La DRICC à Boeny a effectué une descente sur terrain pour contrôler la qualité de ce produit d'exportation. « Nous allons vérifier la qualité de produits afin d'assurer un marché stable et durable », a expliqué DRICC du Boeny. 27 000 tonnes de Lojy fotsy ont été exportées en 2021. Ambato Boeny, Tsaramanandroso, Anjajia, Manerinerina, Ambondromamy et Andranomamy sont les principales communes productrices.

## Réouverture des frontières : L'Etat cède à la pression

JEAN RIANA | LA GAZETTE DE LA GRANDE ILE | 25 FÉVRIER 2022

L'Etat vient de céder à la pression du secteur privé par rapport à la réouverture des frontières si l'on s'en tient au rapport du Conseil des Ministres du 23 février dernier. Le Conseil en question a annoncé la réouverture des frontières de Madagascar à partir du 5 mars. Cette décision a été prise en raison d'une baisse des cas de Covid-19. Le bilan rapporté le 19 février dernier fait état de 15 décès et de 589 nouveaux cas confirmés de la Covid-19 durant la semaine du 12 au 18 février dernier, contre 28 décès et 1 410 nouveaux cas durant la semaine du 5 au 11 février. On a ainsi une baisse de 46,22 % par rapport aux décès et de 58,22 % par rapport aux cas confirmés. Les dirigeants avancent la baisse des cas de Covid-19 dans la prise de cette décision, mais en réalité, ils en ont marre de voir le secteur privé se plaindre de la situation, surtout ceux qui œuvrent dans le domaine du tourisme. Pas plus tard que le 23 février dernier, les groupements du secteur privé ont réclamé la réouverture totale des



frontières de la Grande Ile. Cette décision prise en Conseil des Ministres va dans ce sens. Toutefois, l'Etat entend imposer des conditions à l'entrée et à la sortie du territoire malgache, mais cela n'a pas été détaillé. L'Etat a assez de pression avec

les scandales qui viennent de l'intérieur et les critiques de l'opposition, qu'il ne veut plus avoir affaire au secteur privé, lequel ne cesse de se plaindre. Il a ainsi fini par aller dans leur sens en ouvrant le ciel de Madagascar.